

Premières Nations : un bon budget, mais loin d'être parfait



Photo: La Presse Canadienne /Sean Kilpatrick
Le chef national de l'Assemblée des Premières Nations, Shawn Atleo

L'Assemblée des Premières Nations considère que le budget Flaherty contient des investissements importants pour les communautés autochtones, mais affirme qu'il faut en faire plus.

Malgré des compressions annoncées de 165,6 millions en trois ans dans le portefeuille des Affaires autochtones et du Développement du Nord (-2,7 %), le gouvernement a annoncé jeudi certains investissements pour les communautés des Premières Nations.

- 275 millions \$ sur trois ans pour l'éducation
- 331 millions \$ sur deux ans pour les infrastructures relatives à l'eau des communautés
- 33,5 millions \$ pour soutenir la pêche commerciale
- 12 millions \$ pour lutter contre la violence familiale dans les réserves
- 100 millions \$ pour des programmes en matière de santé mentale

Le chef national de l'Assemblée des Premières Nations, Shawn Atleo, souhaite maintenant qu'Ottawa poursuive ses efforts en vue d'un « véritable changement ».

« Nous ne cesserons de militer en faveur d'un financement de l'éducation durable et

garantie. Les Premières Nations profiteront de cet élan pour progresser sur la voie d'une vraie réforme et d'une véritable réconciliation. Nous veillerons à ce que nos droits soient respectés, à ce que nos gouvernements soient renforcés, et à ce que nos familles soient à l'abri dans des communautés saines et sûres », adit M. Atleo.

M. Atleo s'inquiète également d'un certain nombre d'annonces, notamment concernant les **changements à la législation sur la protection de l'environnement**. Il compte demander plus de précisions à ce sujet au gouvernement fédéral.

Les Premières Nations doivent être parties à toute décision susceptible de répercussions sur nos terres, nos vies et nos droits. — Shawn

M. Atleo conclut en réaffirmant la volonté des Premières Nations d'acquérir plus d'autonomie et son désir de voir Ottawa remplir les engagements qu'il a pris à ce sujet lors du **Rassemblement entre la Couronne et les Premières Nations** en janvier 2012.

« Cela signifie promouvoir la mise en oeuvre des traités, le règlement des revendications, le renforcement de la gouvernance des Premières Nations, le développement économique, ainsi que de meilleurs accords financiers. Nous pourrions ainsi favoriser la réconciliation, faire prospérer l'économie et instaurer un pays plus fort au profit de toutes et de tous », a-t-il déclaré.